2. *Invite* les gouvernements des pays en développement à fixer, selon qu'il conviendra, des objectifs nationaux en ce qui concerne le rôle de l'administration et des finances publiques aux fins du développement pendant les années 1980 et à prévoir les mesures qui pourraient être nécessaires pour la réalisation de ces objectifs;

3. *Prie* le Secrétaire général :

a) De suivre de manière continue l'évolution et les tendances de l'administration et des finances publiques en vue de déterminer ce qu'implique le développement sur le plan des institutions et de l'administration dans différents contextes, et de publier les résultats afin qu'ils puissent être utilisés par les autorités nationales et les organismes internationaux;

b) De déterminer, en consultation avec les Etats Membres et les institutions spécialisées, l'évolution et les tendances de l'administration et des finances publiques, en particulier dans le cadre des travaux préparatoires en vue d'une nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1980;

4. *Invite* les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales intéressées à prêter leur appui aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'administration et des finances publiques aux niveaux national, régional et international;

5. *Prie* le Comité du programme et de la coordination, lorsqu'il étudiera en profondeur, au cours de la première partie de sa dix-huitième session, le programme de travail de la Division de l'administration et des finances publiques, de prendre en considération les recommandations de la Réunion d'experts et de présenter ses propres recommandations au Conseil lors de sa seconde session ordinaire de 1978;

6. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le projet de calendrier des réunions pour 1979, qui sera soumis au Conseil lors de sa seconde session ordinaire de 1978, de prendre en considération le fait qu'il faudra peut-être organiser avant la fin de 1979 une cinquième Réunion d'experts chargée d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies.

*14^e séance plénière
4 mai 1978*

1978/7. Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

''L'Assemblée générale,

''Rappelant ses résolutions 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973 et 32/10 du 7 novembre 1977,

''Notant que, au milieu du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, les maux que constituent l'*apartheid*, le racisme et la discrimination raciale, y compris le déni du droit à l'autodétermination, continuent d'exister en Afrique australe et ailleurs,

''Convaincue que le retrait des investissements étrangers et la cessation des activités des sociétés transnatio-

nales en Afrique australe contribueront considérablement à la réalisation des buts et objectifs du Programme pour la Décennie,

''1. Condamne une fois de plus les politiques d'*apartheid*, de racisme et de discrimination raciale appliquées en Afrique australe et ailleurs, y compris le déni du droit à l'autodétermination;

''2. Prie instamment tous les Etats de continuer à coopérer pleinement avec le Secrétaire général pour assurer l'application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

''3. Réaffirme son ferme appui aux peuples opprimés qui luttent pour se libérer du racisme, de la discrimination raciale, de l'*apartheid*, du colonialisme et de la domination étrangère;

''4. Demande à nouveau à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures législatives, administratives et autres à l'égard de leurs ressortissants et des sociétés qui sont placées sous leur juridiction et qui possèdent et exploitent des entreprises en Afrique australe, afin de mettre un terme à ces entreprises;

''5. Prie à nouveau instamment les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de renforcer les activités qu'ils mènent à l'appui des objectifs du Programme pour la Décennie et d'en étendre la portée, en particulier en prenant les mesures indiquées au paragraphe 6 de la résolution 32/10;

''6. Prie le Secrétaire général de continuer à donner la plus large publicité possible au Programme pour la Décennie;

''7. Prie à nouveau instamment tous les gouvernements et toutes les organisations privées de fournir des ressources suffisantes au Secrétaire général pour lui permettre d'entreprendre les activités dont il est chargé aux termes du Programme et pour que puissent être menées à bien les activités prévues pendant la Décennie;

''8. Décide de continuer à examiner, lors de sa trente-quatrième session, en lui accordant un rang hautement prioritaire, la question intitulée ''Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.''

*14^e séance plénière
4 mai 1978*

1978/8. Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

''L'Assemblée générale,

''Rappelant ses résolutions 2459 (XXIII) du 20 décembre 1968, 3273 (XXIX) du 10 décembre 1974 et 31/37 du 30 novembre 1976, ainsi que la résolution 1668 (LII) du Conseil économique et social, en date du 1^{er} juin 1972,

''Considérant que la création de coopératives et leur expansion constituent l'un des moyens les plus impor-